



**FEM**

**Fonds pour l'environnement mondial**

GEF/C.32/5/Rev.1

5 novembre 2007

---

Réunion du Conseil du FEM

14-16 novembre 2007

Point 7 de l'ordre du jour

## NOTE SUR LE FONDS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

## Décision recommandée au Conseil

Ayant examiné le document GEF/C.32/5 intitulé « *Note sur le Fonds d'adaptation au changement climatique* », le Conseil prend bonne note des informations qui y sont présentées et approuve la recommandation invitant le FEM à continuer de traiter avec souplesse la question de la constitution et du mode opératoire du Fonds en s'adaptant aux décisions de la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP).

Le Conseil prend bonne note des progrès accomplis par la COP/MOP dans la recherche d'un accord sur le Fonds d'adaptation.

Le Conseil autorise la directrice générale et présidente à faire savoir à la COP/MOP réunie en troisième session à Bali, en décembre 2007, que le FEM garde l'esprit ouvert, s'agissant notamment de la gouvernance du Fonds d'adaptation, et qu'il est prêt à appuyer une éventuelle décision de la COP/MOP demandant au Secrétariat du FEM de faire office de Secrétariat dudit Fonds.

Sous réserve des décisions de la COP/MOP et indépendamment de ses propres décisions antérieures, le Conseil souscrira à la création d'un nouvel organe directeur du Fonds d'adaptation et confirmera qu'il est prêt à appuyer la sélection du Secrétariat du FEM pour faire office de Secrétariat dudit Fonds.

## Table des matières

1. Introduction.....	1
2. Décisions de la Conférence des parties À la CCNUCC et de la COP/MOP au Protocole de Kyoto sur le Fonds d'adaptation au changement climatique .....	1
3. Récapitulatif des communications du FEM aux instances de la CCNUCC concernant le Fonds d'adaptation au changement climatique.....	5
4. Décisions du Conseil relatives au Fonds d'adaptation au changement climatique .....	6
5. Description des options envisageables pour la gouvernance du Fonds d'adaptation dans le contexte de la CCNUCC .....	7
6. Conclusion .....	9

ANNEXE I : Fonds d'adaptation au changement climatique : Décisions de la Conférence des parties à la CCNUCC et de la COP/MOP au Protocole de Kyoto

## 1. INTRODUCTION

1. L'administration du Fonds d'adaptation constituera l'un des principaux points inscrits à l'ordre du jour de la troisième session de la Conférence des parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto (COP/MOP), qui se tiendra à Bali en décembre 2007. À l'heure actuelle, le FEM est la seule entité ayant proposé ses services au Secrétariat de la CCNUCC pour administrer le Fonds d'adaptation, en réponse à la décision 5/CMP.2 de la COP/MOP. Celle-ci s'est jusqu'ici surtout intéressée aux principes et modalités de fonctionnement du Fonds d'adaptation, et a engagé des consultations pour régler les dernières questions en instance, dont la sélection de l'entité qui aura en charge l'administration et la gouvernance du Fonds. La présente note traite de la structure et de la gouvernance du Fonds, des questions toujours en suspens, et rappelle quelques-unes des formules envisagées. Elle invite le Conseil du FEM à examiner et à prendre en compte les craintes exprimées par certaines Parties au Protocole de Kyoto, qui cherchent à savoir dans quelle mesure le FEM est prêt à accepter une nouvelle structure de gouvernance pour le Fonds d'adaptation. Enfin, la décision recommandée au début de cette note confierait à la directrice générale et présidente la tâche de faire savoir à la COP/MOP réunie en troisième session à Bali, en décembre 2007, que le FEM garde l'esprit ouvert, s'agissant notamment de la gouvernance du Fonds d'adaptation, et qu'il est prêt à appuyer une éventuelle décision de la COP/MOP demandant au Secrétariat du FEM de faire office de Secrétariat dudit Fonds.

## 2. DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC ET DE LA COP/MOP AU PROTOCOLE DE KYOTO SUR LE FONDS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE<sup>1</sup>

### Décision 10/CP.7 de la Conférence

2. Dans le cadre des accords de Marrakech de 2001, la Conférence a adopté la décision 10/CP.7 intitulée « *Financement au titre du Protocole de Kyoto* » mettant en place le Fonds d'adaptation au changement climatique. Cette décision :

- a) établissait le Fonds d'adaptation pour financer des projets et programmes concrets d'adaptation dans les pays en développement qui sont Parties au Protocole ;
- b) indiquait que le Fonds d'adaptation serait « financé au moyen de la part des fonds provenant des activités de projet exécutées au titre du Mécanisme pour un développement propre et d'autres sources de financement » ; et
- c) invitait « l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention » à exploiter et gérer le Fonds d'adaptation et à prendre les dispositions nécessaires à cette fin <sup>2</sup> .

---

<sup>1</sup> Le texte intégral des décisions de la COP/MOP examinées dans cette section figure à l'annexe I.

<sup>2</sup> Décision 10/CP.7 « *Financement au titre du Protocole de Kyoto* ».

**Extrait de la décision 10/CP.7 « Financement au titre du Protocole de Kyoto ».**  
(Marrakech, Maroc – Novembre 2001)

La Conférence des Parties, [...]

- Décide qu'un fonds d'adaptation sera créé pour financer des projets et programmes concrets d'adaptation dans les pays en développement parties qui sont Parties au Protocole [...];
- Décide également que le fonds d'adaptation sera financé au moyen de la part des fonds provenant des activités de projet exécutées au titre du mécanisme pour un développement propre et d'autres sources de financement, [...]
- Décide aussi que le fonds d'adaptation sera exploité et géré par l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention, suivant les directives de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto [...];
- Invite l'entité visée [ci-dessus] à prendre les dispositions nécessaires à cette fin ; [...]

### **Décision 28/CMP.1 de la COP/MOP**

3. À sa première session tenue à Montréal (novembre 2005), la COP/MOP a adopté la décision 28/CMP.1 intitulée « *Directives initiales à l'intention de l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention, aux fins du fonctionnement du Fonds pour l'adaptation* ». Faisant suite à l'entrée en vigueur du Protocole de Kyoto, cette décision a enclenché un processus visant notamment à arrêter les principes et modalités de fonctionnement du Fonds d'adaptation, renvoyant à une session ultérieure de la COP/MOP l'examen de la gestion interne du Fonds.

**Extrait de la décision 28/CMP.1 « Directives initiales à l'intention de l'entité chargée d'assurer le fonctionnement du mécanisme financier de la Convention, aux fins du fonctionnement du Fonds pour l'adaptation ».**  
(Montréal, Canada – Novembre 2005)

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, [...]

- Décide que le Fonds pour l'adaptation relèvera de la Conférence des Parties, agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, devant laquelle il sera responsable ;
- Décide que le Fonds pour l'adaptation fonctionnera conformément aux lignes directrices suivantes :
  - a) Démarche impulsée par les pays
  - b) Gestion financière saine et transparence
  - c) Dissociation des autres sources de financement
  - d) Apprentissage par la pratique

[...]

### **Décision 5/CMP.2 de la COP/MOP**

4. À sa deuxième session tenue à Nairobi (novembre 2006), la COP/MOP a adopté la décision 5/CMP.2 intitulée « *Fonds pour l'adaptation* ». Cette décision établit les principes et les modalités de fonctionnement du Fonds et quelques aspects clés de sa gouvernance.

**Extrait de la décision 5/CMP.2 « Fonds pour l'adaptation »**

(Nairobi, Kenya – Novembre 2006)

La Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, [...]

Décide que le Fonds pour l'adaptation sera guidé par les **principes** suivants :

[...]

- Accès équilibré et équitable au Fonds pour les pays qui remplissent les critères d'admissibilité ;

- Transparence et ouverture dans la gouvernance des activités du Fonds ;
- Financement calculé sur la base du coût intégral de l'adaptation pour les projets et programmes visant à remédier aux effets néfastes des changements climatiques ;
- Le Fonds pour l'adaptation devrait fonctionner sous l'autorité et la direction de la Conférence des Parties agissant comme réunion des Parties au Protocole de Kyoto, qui en déterminera de manière générale les politiques, et devant laquelle il sera responsable ;
- Responsabilité en matière de gestion, d'opérations et d'utilisation des fonds ;
- Nécessité d'éviter tout double emploi avec d'autres sources de financement de l'adaptation ;
- Efficacité et efficience dans la gestion, les opérations et la gouvernance du Fonds ;

Décide que le Fonds pour l'adaptation fonctionnera selon les **modalités** suivantes :

- Un financement pourra être accordé aux Parties remplissant les critères d'admissibilité pour des activités à l'échelle nationale, régionale et communautaire ;
- Des procédures seront prévues pour faciliter l'accès aux fonds, y compris des cycles courts et efficaces d'élaboration et d'approbation des projets et un traitement accéléré des activités admissibles ;
- Les projets devraient être impulsés par les pays [...];
- Un financement sera accordé à des projets et programmes concrets d'adaptation [...]; [...]
- Le Fonds aura compétence en matière d'adaptation et de gestion financière ;
- La gestion financière sera appropriée, et s'appuiera notamment sur des normes fiduciaires internationales ; [...]
- Le Fonds fera l'objet d'un contrôle, d'une évaluation [...] indépendants ;

Décide que les membres de l'**organe directeur** du Fonds pour l'adaptation seront choisis parmi les Parties au Protocole de Kyoto, que chaque pays y disposera d'une voix, et que l'organe directeur sera composé en majorité de Parties non visées à l'annexe I de la Convention ;

### **Bilan actualisé des négociations sur le Fonds d'adaptation dans le cadre de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre**

5. À la vingt-sixième session de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre (SBI 26, mai 2007), les Parties au Protocole de Kyoto se sont mises d'accord sur des dispositions relatives aux critères d'admissibilité, aux domaines prioritaires et à la monétisation des unités de réduction certifiée des émissions (URCE) résultant des projets menés au titre du Mécanisme pour un développement propre (MDP), afin de couvrir les coûts de l'adaptation au changement climatique<sup>3</sup>.

6. À cette réunion de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre, les Parties au Protocole de Kyoto ont également décidé d'examiner les mécanismes institutionnels nécessaires pour rendre le Fonds d'adaptation pleinement opérationnel, en s'appuyant sur une liste de « Points à examiner en ce qui concerne les mécanismes institutionnels relatifs aux Fonds pour l'adaptation »<sup>4</sup>. Cette liste porte essentiellement sur la structure et le mode d'administration du Fonds et propose trois formules pour la composition de l'organe directeur et le mode de décision. L'entité qui abritera le Secrétariat reste toutefois à déterminer. Cette liste constitue un projet susceptible d'être modifié et révisé en fonction des propositions présentées.

<sup>3</sup> Ces dispositions font l'objet d'un texte de négociation joint en annexe I aux conclusions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.

<sup>4</sup> Cette liste fait l'objet de l'annexe II aux conclusions de l'Organe subsidiaire de mise en œuvre.

**Extrait des Points à examiner en ce qui concerne les mécanismes institutionnels  
relatifs aux Fonds pour l'adaptation**  
(Bonn, Allemagne – Mai 2007)

[S'agissant de la composition de l'**organe directeur** chargé de superviser les opérations et la gestion du Fonds d'adaptation, le projet de décision comporte trois propositions] :

[...]

Proposition 1 :

- Une représentation équitable et équilibrée des régions, établie sur la base des groupes régionaux d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies ;
- Un siège pour l'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) ;
- Un siège pour les pays les moins avancés ;
- Les représentants sont proposés par les groupes intéressés et nommés par la CMP.

Proposition 2 :

- Un siège pour chacun des groupes régionaux d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies ;
- Un siège pour l'AOSIS ;
- Deux sièges pour des Parties visées à l'annexe I de la Convention ;
- Deux sièges pour des Parties non visées à l'annexe I de la Convention ;
- Chaque membre de l'organe directeur est secondé par un suppléant, qui est choisi dans le groupe auquel appartient ce membre et qui remplace ce dernier en son absence.

Proposition 3 :

- Une représentation des groupes fondée sur les Parties au Protocole de Kyoto (observation : cette proposition doit être élaborée plus avant).

**Processus décisionnel :**

- Décision 5/CMP.2, paragraphe 3 : chaque pays dispose d'une voix.
- Les décisions sont prises par consensus, chaque fois que cela est possible.
- Si tous les efforts pour parvenir à un consensus demeurent vains et qu'aucun accord n'est intervenu, la décision est mise aux voix.

(Note : Il s'agira de préciser la majorité requise pour l'adoption des décisions).

**Fonctions :**

- Superviser et guider les opérations et la gestion du Fonds pour l'adaptation ;
- Élaborer des principes et directives opérationnels spécifiques, les arrêter et en suivre l'application, [...] sur lesquelles la CMP est appelée à donner un avis ;
- Approuver les projets, y compris l'allocation de ressources, conformément aux politiques et programmes opérationnels adoptés par la CMP ;
- Revoir régulièrement les rapports sur l'exécution des activités bénéficiant d'un appui du Fonds pour l'adaptation ;
- Faire rapport sur ses activités à chaque session de la CMP ; [...]

**Fonctionnement : - Règlement intérieur**

[...]

Proposition 1 : L'organe directeur élabore et adopte toutes dispositions additionnelles au règlement intérieur établi dans la présente décision.

Proposition 2 : L'organe directeur élabore à sa première réunion toutes dispositions additionnelles au règlement intérieur établi dans la présente décision et soumet ces dispositions additionnelles à la CMP pour approbation à sa session suivante.

(Note : Si la proposition 2 est retenue, il sera peut-être nécessaire d'envisager une application provisoire du règlement intérieur en attendant que celui-ci soit approuvé par la CMP.)  
[...]

**Administrateur :** L'administrateur se conforme aux principes et aux modalités de fonctionnement stipulés dans la décision 5/CMP.2 de même qu'aux orientations données par la CMP quant aux dispositions relatives à la monétisation des réductions certifiées des émissions. [...]

**Agents d'exécution :**

Proposition 1 : Les Parties qui remplissent les critères d'admissibilité pourront choisir des agents d'exécution parmi un large éventail [...]. Des agents d'exécution pourront être ajoutés à mesure que les Parties considérées repèrent leurs besoins. [...]

Proposition 2 : Les Parties qui remplissent les critères d'admissibilité ont la possibilité d'accéder directement à un financement du Fonds pour l'adaptation, sans avoir à faire exécuter des projets par un agent d'exécution.

**Examen :**

- La CMP procède régulièrement à des examens suivant un calendrier établi. [...]

### **3. RÉCAPITULATIF DES COMMUNICATIONS DU FEM AUX INSTANCES DE LA CCNUCC CONCERNANT LE FONDS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

7. Le FEM a officiellement proposé ses services aux instances de la CCNUCC pour administrer le Fonds d'adaptation, en réponse à la décision 5/CMP.2. Plus précisément, le FEM a communiqué au Secrétariat de la CCNUCC trois documents successifs<sup>5</sup>, en réponse à la demande de la COP/MOP, pour indiquer qu'il était prêt et apte à administrer le Fonds d'adaptation.

#### ***Première communication : Proposition du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) sur les dispositions envisagées pour administrer le Fonds d'adaptation (février 2006)***

8. Dans le document présenté, le FEM décrit amplement sa structure, les principes régissant ses opérations, le rôle de son organe directeur, des Entités d'exécution et de l'Administrateur, de même que celui du Bureau de l'évaluation et des évaluations indépendantes visant à vérifier la qualité et les résultats des projets financés par le FEM et des politiques de l'institution.

9. Ce document comporte également une section décrivant de façon assez détaillée les programmes et activités que le FEM a engagés pour donner suite aux directives de la COP/MOP,

---

<sup>5</sup> Tous les documents présentés sont placés sur le site web du FEM ([www.thegef.org](http://www.thegef.org)) : GEF/C.29/Inf.2 *Submission of the GEF on possible arrangements for the management of the Adaptation Fund (première communication)* ; GEF/C.29/Inf.4 *Answers to questions submitted by the G77 and China to the UNFCCC on the Adaptation Fund (deuxième communication)* ; et LDCF.SCCF/2/Inf.6 *Views on how the GEF would operationalize Decision -/CMP.2 of the Conference of the Parties serving as the Meeting of the Parties to the Kyoto Protocol on the Adaptation Fund (troisième communication)*.



plus particulièrement dans le domaine de l'adaptation au changement climatique. Il se termine par une liste des points forts que présenterait le FEM s'il était retenu comme entité chargée d'administrer le Fonds d'adaptation, à savoir :

- a) Souplesse – comme en témoigne l'ajustement de ses règles et de sa gouvernance aux besoins liés à l'adaptation et aux directives de la Conférence (par exemple dans les cas du Fonds pour les pays les moins avancés – Fonds pour les PMA – et du Fonds spécial pour les changements climatiques – Fonds spécial)
- b) Compétence – administrant déjà trois sources de financement des projets d'adaptation, le FEM est particulièrement bien placé pour faire profiter le Fonds d'adaptation de cet acquis et d'une simplification des modalités administratives
- c) Expérience – la structure administrative existante fournit une assise solide, transparente et neutre au Fonds d'adaptation
- d) Pluralité – constitué d'un réseau de dix organismes, le FEM propose une vaste palette de compétences sur le développement durable et l'environnement, nécessaire à la réalisation des objectifs du Fonds d'adaptation.

***Deuxième communication : Réponses aux questions du G77 et de la Chine adressées aux instances de la CCNUCC au sujet du Fonds d'adaptation (août 2006).***

10. Le document présenté par le FEM précise notamment que la structure de direction du Fonds d'adaptation reflètera les directives de la COP/MOP et que le Fonds sera une entité totalement distincte des autres fonds administrés par le FEM.

***Troisième communication : Vues sur la manière dont le FEM appliquerait concrètement la décision 5/CMP.2 prise sur le Fonds d'adaptation (février 2007) par la Conférence des Parties agissant comme réunion des parties au Protocole de Kyoto***

11. La troisième et dernière communication vient en réponse à la décision 5/CMP.2 adoptée par la COP/MOP lors de la douzième session de la Conférence des parties à la CCNUCC, à Nairobi. Cette décision présente les principes, les modalités de fonctionnement et l'organe directeur du Fonds d'adaptation et demande aux entités prêtes à administrer le Fonds d'expliquer comment elles entendent procéder. Bien que profondément restructurée dans sa présentation, la communication du FEM confirme les principales idées énoncées dans les première et deuxième communications, et présente des informations complémentaires sur le financement du coût intégral de l'adaptation et sur la capacité juridique et professionnelle de l'institution à se mettre au service de l'organe directeur du Fonds d'adaptation.

**4. DÉCISIONS DU CONSEIL RELATIVES AU FONDS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE**

12. On a vu plus haut qu'en 2001, à l'issue de la septième session de la Conférence, le Conseil croyait avoir compris que les Parties avaient chargé le FEM d'administrer trois fonds : le Fonds pour les PMA et le Fonds spécial, au titre de la Convention, et le Fonds d'adaptation, au titre du Protocole de Kyoto. De ce fait, dans l'une de ses décisions de 2002, il s'était félicité de la mise en place de trois nouveaux fonds administrés par le FEM, dont le Fonds d'adaptation, et avait adopté le document GEF/C.19/6 intitulé « *Arrangements for the establishment of the new climate change funds* ».

13. En novembre 2005, à sa onzième session, la Conférence des parties à la CCNUCC est revenue sur la question de l'entité chargée d'administrer le Fonds d'adaptation. À sa réunion faisant suite à cette session, en juin 2006, le Conseil du FEM a approuvé le document intitulé « *Status Report on the Climate Change Funds* » (GEF/C.28/4/Rev.1). Sa décision fait expressément référence aux négociations sur le Fonds d'adaptation et confirme que le FEM est prêt et apte à administrer le Fonds.

14. La décision la plus récente en la matière a été prise en août 2006, à la réunion extraordinaire du Conseil tenue avant l'Assemblée du FEM, au Cap, en Afrique du Sud. Le document GEF/C.29/5 présenté à l'appui de cette décision, intitulé « *Governance of the Climate Change Funds* », comprend un certain nombre d'éléments nouveaux, formant le cadre de l'approche que le FEM adoptera désormais pour l'administration de plusieurs fonds. La décision adoptée approuve l'établissement d'un conseil distinct, le Conseil des Fonds pour les PMA/Fonds spécial, nouvel organe de décision des deux fonds. Le document indique aussi que lorsque le FEM administre un fonds distinct et indépendant de la Caisse du FEM, il est autorisé à appliquer des mécanismes de décision qui diffèrent de ceux prévus par l'Instrument, dont les modalités ne régissent que la structure, la gouvernance et les opérations de la Caisse.

15. Dans un paragraphe de la décision en rapport avec le document visé ci-dessus (GEF/C.29/5), le Conseil indique qu'« il siègera en qualité de Conseil du Fonds d'adaptation » et convient d'une procédure de vote en bonne et due forme qu'il déterminera pour ce Fonds, « en application des directives complémentaires qu'aura données la COP/MOP et dans le respect des dispositions de l'Instrument ». La présente note invite le Conseil à adopter une nouvelle décision qui annulerait ce paragraphe de la décision précédente et qui permettrait au Secrétariat du FEM de faire office de Secrétariat du Fonds d'adaptation en appliquant les dispositions résultant des décisions de la COP/MOP.

## **5. DESCRIPTION DES OPTIONS ENVISAGEABLES POUR LA GOUVERNANCE DU FONDS D'ADAPTATION DANS LE CONTEXTE DE LA CCNUCC**

16. Le Secrétariat a pris l'avis des services juridiques de la Banque mondiale au sujet de la gouvernance du Fonds d'adaptation. Leur réponse<sup>6</sup> indique que l'Instrument même du FEM autorise l'institution à avoir un rôle opérationnel ne se limitant pas à la gestion de la Caisse et que rien n'empêche juridiquement le Secrétariat du FEM de faire fonction de Secrétariat du Fonds d'adaptation et de son Comité exécutif/Conseil d'administration (ou toute autre appellation). En outre, l'Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement

---

<sup>6</sup> GEF/C.29/5 « *Governance of the Climate Change Funds* ».

mondial n'étant applicable qu'aux mécanismes créés en application de ce texte, tout autre dispositif, dont le Fonds d'adaptation, pourrait être régi par un processus décisionnel différent <sup>7</sup>.

17. En outre, il est utile de préciser en réponse aux questions soulevées par certaines Parties que ni la sélection du FEM pour administrer le Fonds d'adaptation, ni celle de son Secrétariat pour servir de Secrétariat au Fonds et à son organe directeur, ne signifieraient que ce mécanisme doit appliquer les politiques ou pratiques (Dispositif d'allocation des ressources – DAR –, par exemple) en usage à la Caisse du FEM.

18. Comme il ressort de la section 2, les variables et paramètres toujours à l'étude sont la composition de l'organe directeur, celle des groupes de pays participants (similaire à celle du FEM ou fondée sur la représentation régionale), le processus décisionnel, l'équilibre de la représentation des Parties en développement et des Parties développées, le rôle des Agents d'exécution et/ou l'accès direct aux financements. De ce point de vue, il pourrait être utile de comparer le mode d'administration des mécanismes déjà gérés par deux institutions différentes aux éléments déjà approuvés par la COP/MOP pour la gouvernance du Fonds d'adaptation, cet exercice pouvant déboucher sur des formules telles que : 1) une nouvelle structure de gouvernance basée sur la proposition du FEM ; et 2) une nouvelle structure de gouvernance fondée sur la représentation régionale, telle que celle du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal (MLF).

Comité exécutif du Fonds multilatéral pour la mise en œuvre du Protocole de Montréal	Conseil du FEM limité aux Parties au Protocole de Kyoto	Fonds d'adaptation
Comité exécutif : 14 membres (7 pays industrialisés, 7 pays en développement) proposés par leurs groupes régionaux et nommés par la Conférence des parties.	Conseil : 32 membres : 16 pays en développement, 14 pays développés (13 s'il ne s'agit que des Parties au Protocole de Kyoto) et 2 pays en transition.	Organe directeur : Membres choisis parmi les Parties au Protocole de Kyoto ; chaque pays dispose d'une voix ; composé en majorité de pays non visés à l'annexe I.
Processus décisionnel : Décisions par consensus <sup>8</sup> . Si nécessaire, vote à une majorité des deux-tiers des Parties, la décision devant réunir au moins 10 voix, dont 4 des pays industrialisés et 4 des pays en développement.	Processus décisionnel : Décisions par consensus. Si nécessaire, vote à une double majorité pondérée, à savoir une majorité de 60 % du nombre total de Participants et une majorité de 60 % du montant total des contributions.	Processus décisionnel : Décisions par consensus ; si cela est nécessaire, la décision est mise aux voix.  (Note : Majorité requise restant à préciser)

<sup>7</sup> Dans leur communication, les services juridiques de la Banque mondiale faisaient expressément référence au Fonds pour les PMA et au Fonds spécial ; toutefois, il ressort clairement de cette communication que le principe permettant au FEM d'administrer un nouveau fonds en vertu de règles autres que celles de l'Instrument du FEM ne s'applique pas seulement à ces deux fonds, mais aussi à un fonds d'adaptation distinct et indépendant.

<sup>8</sup> Les décisions sont prises par consensus chaque fois que possible.

Dans le cas contraire, vote à « une majorité des deux tiers des Parties présentes et participant au vote représentant une majorité des Parties visées au paragraphe 1 de l'article 5 [...] ainsi qu'une majorité des Parties non visées par ledit paragraphe [...] participant au vote ».

En d'autres termes il faut au minimum 10 voix, dont 4 des Parties visées à l'article 5 (remplissant les critères d'admissibilité au financement) et 4 des Parties non visées à l'article 5.

19. Ces exemples sont donnés pour stimuler le débat. La COP/MOP considérera peut-être que la meilleure formule sera de combiner différentes solutions et/ou plusieurs éléments structurels nouveaux et novateurs.

## **6. CONCLUSION**

20. Dans le droit fil des directives de la COP/MOP, et compte tenu des solutions possibles décrites ci-dessus, la proposition suivante est avancée pour contribuer aux consultations engagées par la COP/MOP :

*Le Conseil autorise la directrice générale et présidente à faire savoir à la COP/MOP réunie en troisième session à Bali, en décembre 2007, que le FEM garde l'esprit ouvert, s'agissant notamment de la gouvernance du Fonds d'adaptation, et qu'il est prêt à appuyer une éventuelle décision de la COP/MOP demandant au Secrétariat du FEM de faire office de Secrétariat du Fonds d'adaptation.*

*Sous réserve des décisions de la COP/MOP et indépendamment de ses propres décisions antérieures, le Conseil souscrira à la création d'un nouvel organe directeur du Fonds d'adaptation et confirmera qu'il est prêt à appuyer la sélection du Secrétariat du FEM pour faire office de Secrétariat dudit Fonds.*

21. En d'autres termes, le FEM indique clairement qu'il appuierait la sélection de son Secrétariat pour faire office de Secrétariat de l'organe directeur du Fonds d'adaptation, si la COP/MOP crée une telle instance, dotée de la structure indépendante et du mode de représentation qu'elle aura définis, même si ledit organe est totalement indépendant du Conseil.

## **ANNEXE I**

**FONDS D'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE :  
DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES À LA CCNUCC  
ET DE LA COP/MOP AU PROTOCOLE DE KYOTO**